

Front unique et hégémonie

jeudi 30 août 2007, par [BENSAÏD Daniel](#) (Date de rédaction antérieure : 27 août 2007).

Nous publions ci-dessous le résumé d'une contribution présentée par Daniel Bensaid, dans le cadre du « cycle stratégie », à l'université d'été de la LCR qui s'est tenue à Port Leucate du 24 au 29 août 2007.

Plan :

1. Aux origines de la question
2. L'hégémonie est-elle soluble dans le potage postmoderne ?
3. Métamorphoses politiques des acteurs sociaux.
4. Hégémonie et mouvements sociaux
5. Pluralité du social ou société en miettes

Au cours des années 1970, la notion d'hégémonie servit de prétexte théorique à l'abandon sans discussion sérieuse de la dictature du prolétariat par la plupart des partis « eurocommunistes ». Comme le rappelait alors Perry Anderson, elle n'élimine pourtant pas, chez Gramsci, la nécessaire rupture révolutionnaire et la transformation de la défensive stratégique (ou guerre d'usure) en offensive stratégique (ou guerre de mouvement) [1].

Aux origines de la question

Elle apparaît dès les réflexions de Marx sur les révolutions de 1848. Ledru-Rollin et Raspail sont pour lui « les noms propres, celui-là de la petite-bourgeoisie démocratique, celui-ci du prolétariat révolutionnaire ». Face à la bourgeoisie coalisée, les partis révolutionnaires de la petite-bourgeoisie et de la paysannerie doivent « s'allier au prolétariat révolutionnaire » pour former un bloc hégémonique : « En désespérant de la restauration napoléonienne, le paysan français abandonnera la foi en sa parcelle et tout l'édifice de l'Etat érigé sur cette parcelle s'écroulera et la révolution prolétarienne obtiendra *le chœur* sans lequel son *solo* devient un chant funèbre dans toutes les nations paysannes. » [2] Cette opposition du « chœur » victorieux au « solo » funèbre revient en 1871. La Commune est alors définie comme « la représentation véritable de *tous les éléments sains* de la société française » et « la révolution communale » représente « *toutes les classes de la société* qui ne vivent pas du travail d'autrui ».

Dès la fin du 19^e siècle, les révolutionnaires russes utilisent le terme d'hégémonie pour caractériser le rôle dirigeant du prolétariat dans une alliance ouvrière et paysanne contre l'autocratie et dans la conduite de la révolution démocratique bourgeoise. Dès 1898, Parvus envisage ainsi la nécessité pour le prolétariat « d'établir son hégémonie morale », et non seulement un pouvoir majoritaire sur des populations urbaines hétérogènes. C'est pourquoi, selon Lénine, les sociaux-démocrates « doivent aller dans toutes les classes de la population », car la conscience de la classe ouvrière ne saurait être véritablement politique « si les ouvriers ne sont pas habitués à réagir contre tout abus,

toute manifestation d'arbitraire, d'oppression et de violence, quelles que soient les classes qui en sont victimes » : « Quiconque attire l'attention, l'esprit d'observation et la conscience de la classe ouvrière exclusivement, ou même principalement, sur elle-même n'est pas un social-démocrate, car, pour bien se connaître elle-même, la classe ouvrière doit avoir une connaissance précise des rapports réciproques de toutes les classes de la société contemporaine. » Ce Lénine-là est bien plus proche de l'attitude de Jaurès face à l'affaire Dreyfus, que de celles d'un Guesde, avocat d'un « socialisme pur ».

Si le terme d'hégémonie n'apparaît pas lors de la controverse entre Jaurès et Guesde sur les implications de l'Affaire Dreyfus, sa logique n'en est pas moins présente [3] : « Il y a des heures, affirme Jaurès, où il est de l'intérêt du prolétariat d'empêcher une trop violente dégradation intellectuelle et morale de la bourgeoisie elle-même [...] Et c'est parce que, dans cette bataille, le prolétariat a remploi son devoir envers lui-même, envers la civilisation et l'humanité, qu'il est devenu le tuteur des libertés bourgeoises que la bourgeoisie était incapable de défendre. » Il a raison, mais Guesde n'a pas tout à fait tort dans sa mise en garde contre les dérives et les conséquences possibles de la participation à un gouvernement dominé par la bourgeoisie. Pour Jaurès, à mesure que grandit la puissance du parti, grandit aussi sa responsabilité. L'heure viendra donc « d'aller s'asseoir dans les gouvernements de la bourgeoisie pour contrôler le mécanisme de la société bourgeoise et pour collaborer le plus possible aux œuvres de réforme » qui sont « une œuvre commençante de la révolution ». Pour Guesde, au contraire, un socialiste dans un gouvernement bourgeois n'est jamais qu'un otage. L'ironie de l'histoire a voulu que Guesde l'intransigeant termine sa carrière comme ministre d'un gouvernement d'Union nationale et patriotique, et que Jaurès soit abattu comme obstacle probable à cette Union.

C'est Gramsci élargit la question du front unique en lui fixant pour objectif la conquête de l'hégémonie politique et culturelle dans le processus de construction d'une nation moderne : « Le Prince moderne doit, et ne peut pas ne pas être le champion et l'organisateur d'une réforme intellectuelle et morale ; ce qui signifie créer le terrain pour un développement supérieur de la volonté collective national populaire, vers la réalisation d'une forme supérieure et totale de civilisation. » [4] Cette démarche s'inscrit dans une perspective où il s'agit de passer de la guerre de mouvement caractéristique de la lutte révolutionnaire en « Orient », à une guerre d'usure (ou de position), « seule possible » en Occident : « Telle me paraît être la signification de la formule de front unique, mais Ilitch [Lénine] n'eut pas le temps d'approfondir sa formule » [5]. Cette compréhension élargie de la notion d'hégémonie permet de préciser l'idée selon laquelle une situation révolutionnaire est irréductible à l'affrontement corporatif entre deux classes antagoniques. Elle a pour enjeu la résolution d'une crise généralisée des rapports réciproques entre toutes les composantes de la société dans une perspective qui concerne l'avenir de la nation dans son ensemble. En se battant pour faire l'Iskra « un journal pour toute la Russie », Lénine ne plaidait déjà pas seulement en faveur d'un instrument « organisateur collectif performant », il opposait aussi au localisme corporatif des comitards un projet révolutionnaire à l'échelle du pays tout entier.

Après l'échec de la révolution allemande de 1923 et avec le reflux de la vague révolutionnaire d'après-guerre, il ne s'agissait cependant de proclamer la situation constamment révolutionnaire et de prôner l'offensive en permanence, mais d'entreprendre une lutte prolongée pour l'hégémonie par la conquête de la majorité des classes exploitées et opprimées dans un mouvement ouvrier européen profondément et durablement divisé, politiquement et syndicalement. La tactique du « front unique ouvrier », visant à le mobiliser dans l'unité répondait à cet objectif. La discussion programmatique sur un corps de « revendications transitoires », partant des préoccupations quotidiennes pour poser la question du pouvoir politique, en était le corollaire. Ce débat, qui fit l'objet d'un affrontement polémique entre Thalheimer et Boukharine lors du V^e congrès de l'IC, fut ensuite relégué au second plan, puis il disparut de l'ordre du jour, au fil des purges successives en Union soviétique et dans

l'Internationale communiste.

En opposant à la dictature du prolétariat une notion d'« hégémonie » réduite à une simple expansion de la démocratie parlementaire ou à une longue marche dans les institutions, les eurcommunistes édulcoraient la portée des *Cahiers de Prison*. Elargissant le champ de la pensée stratégique, en amont et en aval de l'épreuve de force révolutionnaire, Gramsci articule la dictature du prolétariat à la problématique de l'hégémonie. Dans les sociétés « occidentales », la prise du pouvoir est inconcevable sans une conquête préalable de l'hégémonie, c'est-à-dire sans l'affirmation d'un rôle dominant/dirigeant au sein d'un nouveau bloc historique capable de défendre, non seulement les intérêts corporatifs d'une classe particulière, mais d'apporter une réponse d'ensemble à une crise globale des rapports sociaux. La révolution n'est plus seulement comme une révolution sociale, mais aussi et indissociablement comme « une réforme intellectuelle et morale », destinée à forger une volonté collective à la fois nationale et populaire [6]. Cette perspective exige que soit examinée à nouveaux frais la notion de « dépérissement de l'Etat », dès lors que le moment révolutionnaire ne débouchait pas sur son extinction rapide, mais sur la constitution d'un Etat politique et éthique nouveau, opposé à l'Etat corporatif ancien.

La notion d'hégémonie implique donc chez Gramsci

- l'articulation d'un bloc historique autour d'une classe dirigeante, et non la simple addition indifférenciée de mécontentements catégoriels.

- la formulation d'un projet politique capable de résoudre une crise historique de la nation et de l'ensemble des rapports sociaux.

Ce sont ces deux idées qui tendent à disparaître aujourd'hui de certains usages peu rigoureux de la notion d'hégémonie.

L'hégémonie soluble dans le potage postmoderne ?

A la fin des années 1970, le recours confus à la notion d'hégémonie prétendait non seulement répondre aux conditions contemporaines du changement révolutionnaire, mais aussi colmater le vide béant laissé par la liquidation sans examen de la dictature du prolétariat [7]. Le marxisme orthodoxe, d'Etat ou de Parti, paraissait alors à bout de souffle. La question rebondit dans les années 1990 dans un contexte différent. Pour ouvrir une brèche dans l'horizon plombé du libéralisme triomphant, Ernesto Laclau et Chantal Mouffe en infléchissent l'interprétation, la concevant comme une chaîne d'acteurs sans maillon fort, ou comme une coalition de sujets sociaux refusant de se subordonner à une contradiction réputée principale.

L'hégémonie exclusive d'une classe au sein d'une composition d'alliances plus ou moins tactiques et variables serait désormais remplacée par des « chaînes d'équivalences » : « Nous soutenons que les luttes contre le sexisme, le racisme, les discriminations, les dégâts écologiques doivent être articulées à celles des travailleurs pour fonder un nouveau un nouveau projet hégémonique à gauche. » La difficulté réside dans les modalités de cette articulation. Bourdieu y répondait une « homologie » postulée entre différents champs sociaux. Mais si on renonce à toute structuration de l'ensemble des champs par une logique impersonnelle -celle du capital en l'occurrence -, l'articulation ou l'homologie ne relève plus que du décret d'une avant-garde ou d'un volontarisme éthique. C'est le cœur de la controverse entre Zizek et Laclau. Ce dernier envisage une première stratégie qui conserverait la catégorie de classe, en s'efforçant de la concilier avec la multiplication des identités représentées par les nouveaux mouvements sociaux, et en l'inscrivant dans une chaîne énumérative (mouvements de race, de genre, d'ethnie, etc., ... « sans oublier ce bon vieux mouvement ouvrier » !. Le concept marxiste de classe s'intègre pourtant difficilement à cette chaîne

énumérative, dans la mesure où, en se résignant à devenir le simple maillon d'une chaîne, le prolétariat perdrait son rôle privilégié. Une stratégie alternative chercherait à dilater la notion de classe ouvrière au risque de la dissoudre dans le magma d'un salariat sans rivages ou du peuple tout entier, lui faisant perdre ainsi d'une autre manière sa fonction stratégique.

Les « nouveaux mouvements sociaux » mettraient donc à rude épreuve une définition du socialisme fondée sur la centralité de la classe ouvrière et de la Révolution majuscule. Slavoj Žižek répond que la prolifération des subjectivités politiques, qui semble reléguer la lutte des classes à un rôle de second plan, n'est que le résultat de la lutte des classes dans le contexte concret du capitalisme globalisé : « Je n'accepte pas que les différents éléments qui interviennent dans la lutte pour l'hégémonie soient en principe équivalents. Il y en a toujours un qui, bien que partie prenante de la chaîne, surdétermine. Cette contamination de l'universel par le particulier est plus forte que la lutte pour l'hégémonie : elle structure d'avance le terrain même sur lequel une multitude de contenus particuliers luttent pour l'hégémonie. » [8] Autrement dit, la lutte des classes n'est pas soluble dans le kaléidoscope des appartenances identitaires ou communautaires, et l'hégémonie n'est pas soluble dans un inventaire des équivalences à la Prévert.

Métamorphoses politiques des acteurs sociaux

Rapportant un entretien dans lequel Staline justifiait devant un journaliste américain le parti unique pour une société où les limites entre les classes sont supposées en voie d'effacement, il s'exclame dans *La Révolution trahie*, : « Comme si les classes étaient homogènes ! Comme si leurs frontières étaient délimitées une fois pour toutes ! Comme si la conscience d'une classe correspondait exactement à sa place dans la société ! La pensée marxiste n'est plus ici qu'une parodie. En vérité, les classes sont hétérogènes, déchirées par des antagonismes intérieurs, et n'arrivent à leurs fins communes que par la lutte des tendances, des groupements et des partis. On ne trouvera pas dans toute l'histoire politique un seul parti représentant une classe unique, si, bien entendu, on ne consent pas à prendre une fiction policière pour la réalité. » [9] Il s'engageait ainsi dans une voie nouvelle. Si la classe est susceptible d'une pluralité de représentations politiques, c'est qu'il y a du jeu entre le politique et le social.

Les théoriciens de la II^e Internationale avaient constaté que « la fragmentation économique empêche de réaliser l'unité de classe et rend nécessaire sa recombinaison politique », mais ils regrettaient que cette recombinaison fût « incapable d'établir le caractère de classe des acteurs sociaux ». Le concept d'hégémonie intervient pour conjurer ce vide. En rupture avec les illusions d'un progrès mécanique et d'une temporalité historique à sens unique, il exige la prise en compte de l'incertitude historique. On ne peut, dit Gramsci, prévoir que la lutte et non son issue [10].

L'écart maintenu entre social et politique permet au contraire de penser leur articulation comme une possibilité déterminée. Trotski reprochait ainsi à ses contradicteurs de rester prisonniers « de catégories sociales rigides, au lieu de concevoir des forces historiques vives ». Il ressentait l'aplatissement de la politique sur les catégories formelles de la sociologie comme un carcan théorique. Faute d'aller jusqu'à concevoir la politique selon ses catégories propres (malgré de fortes intuitions sur le bonapartisme ou le totalitarisme), il se contenta cependant d'invoquer ces énigmatiques « forces historiques vives », et d'en appeler à la créativité du vivant. Pour lui, comme pour Lénine, il n'y avait alors d'autre issue que de considérer la révolution russe comme une anomalie, une révolution à contretemps, condamnée à tenir coûte que coûte, dans l'attente d'une révolution allemande et européenne, qui ne venait pas.

Dans le discours léniniste, l'hégémonie désignait un leadership politique au sein d'une alliance de classes. Mais le champ politique restait conçu comme une représentation ou un reflet directs et univoques d'intérêts sociaux présupposés. Lénine fut pourtant un virtuose de la conjoncture, de

l'instant propice, de la politique pratiquée comme un jeu stratégique de déplacements et de condensations, tels que les contradictions du système puissent faire irruption sous des formes imprévisibles (par exemple une lutte étudiante ou une protestation démocratique), là où on ne les attend pas. A la différence des socialistes orthodoxes qui voyaient dans la guerre mondiale un simple détour, une regrettable parenthèse dans la marche au socialisme sur les chemins balisés du pouvoir, il fut capable de penser la guerre comme une crise paroxystique requerrant une intervention spécifique. C'est pourquoi, à rebours d'une orthodoxie postulant l'adéquation naturelle entre base sociale et direction politique, l'hégémonie léniniste suppose une conception de la politique « potentiellement plus démocratique que tout ce qu'on trouve dans la tradition de la II^e Internationale ». [11]

La distinction fondatrice entre le parti et la classe ouvrait en effet la perspective d'une autonomie relative et d'une pluralité de la politique : si le parti ne se confond plus avec la classe, cette dernière peut donner prise à une pluralité de représentations. Dans le débat de 1921 sur les syndicats, Lénine fut logiquement de ceux qui ressentirent le besoin de soutenir une indépendance des unions syndicales envers les appareils de l'Etat. Même s'il n'en tirait pas toutes les conséquences, sa problématique impliquait la reconnaissance d'une « pluralité d'antagonismes et de points de ruptures ». La question de l'hégémonie, pratiquement présente mais laissée en jachère, pouvait ainsi déboucher sur un « tournant autoritaire », et sur la substitution du parti à la classe. L'ambiguïté du concept d'hégémonie doit en effet être dénoué, soit dans le sens d'une radicalisation démocratique, soit dans celui d'une pratique autoritaire.

Dans son acception démocratique, il permet de lier en gerbe une multiplicité d'antagonismes. Il faut alors admettre que les tâches démocratiques ne sont pas réservées à la seule étape bourgeoise du processus révolutionnaire. Dans l'acception autoritaire du concept d'hégémonie, la nature de classe de chaque revendication est au contraire fixée a priori (bourgeoise, petite-bourgeoise, ou prolétarienne) par l'infrastructure économique. La fonction de l'hégémonie se réduit alors à une tactique « opportuniste » d'alliances fluctuant et variant au gré des circonstances. La théorie du développement inégal et combiné obligerait en revanche à « une expansion incessante des tâches hégémoniques » au détriment d'un « socialisme pur ».

Hégémonie et mouvements sociaux

La conception gramscienne de l'hégémonie jette les bases d'une pratique politique démocratique « compatible avec une pluralité de sujets historiques ». C'est aussi ce qu'implique la formule de Walter Benjamin selon laquelle il ne s'agit plus désormais d'étudier le passé « comme avant, de façon historique, mais de façon politique, avec des catégories politiques » [12]. La politique n'est plus une simple actualisation de lois historiques ou de déterminations sociales, mais un champ spécifique de forces réciproquement déterminées. L'hégémonie gramscienne assume pleinement cette pluralité politique. Il est de plus en plus difficile aujourd'hui de présupposer une homogénéité de la classe ouvrière. Kautsky et Lénine avaient déjà compris que la classe n'a pas la conscience immédiate d'elle-même, que sa formation passe par des expériences et des médiations constitutives. Pour Kautsky, l'intervention décisive des intellectuels apportant « de l'extérieur » la science aux prolétaires, représentait la médiation principale. Pour Lukacs, elle résidait dans le parti, incarnant la classe en soi face à la classe pour soi.

L'introduction du concept d'hégémonie modifie la vision du rapport entre le projet socialiste et les forces sociales susceptibles de le réaliser. Elle impose de renoncer au mythe d'un grand Sujet l'émancipation. Elle modifie aussi la conception des mouvements sociaux, qui ne sont plus des mouvements « périphériques » subordonnés à la « centralité ouvrière », mais des acteurs à part entière, dont le rôle spécifique dépend strictement de leur place dans une combinatoire (ou articulation hégémonique) de forces. Elle évite enfin de céder à la simple fragmentation incohérente

du social ou de la conjurer par un coup de force théorique, en incitant de penser le Capital comme système et structure, dont le tout conditionne les parties.

Certes, les classes sont ce que les sociologues appellent désormais des « construits », ou encore selon Bourdieu des « classes probables ». Mais sur quoi repose la validité de leur « construction » ? Pourquoi « probables », plutôt qu'improbables ? D'où vient cette probabilité, si ce n'est d'une certaine obstination du réel à s'inviter dans le discours. Insister sur la construction des catégories par le langage aide à résister aux représentations essentialistes, en termes de race ou d'ethnie. Encore faut-il à cette construction un matériau approprié, sans quoi on aurait bien du mal à comprendre comment la lutte réelle et saignante des classes a pu hanter la politique depuis plus de deux siècles.

Laclau et Mouff admettent prendre leurs distances envers Gramsci, pour qui « les sujets hégémoniques sont nécessairement constitués à partir des classes fondamentales, ce qui suppose que toute formation sociale est structurée autour d'un seul centre hégémonique. » A pluralité d'acteurs, pluralité d'hégémonies ? Cette hégémonie en miettes est contradictoire avec le sens stratégique originel du concept, comme unité de la domination et de la légitimité, ou « capacité dirigeante ». Dans une formation sociale donnée existeraient, selon eux, plusieurs « nœuds d'hégémonie ». Par inversion pure et simple du rapport entre unité et pluralité, singularité et universalité, la pluralité n'est plus alors ce qu'il faut expliquer, mais le point de départ de toute explication.

Pluralité du social ou société en miettes

Après l'ère des oppositions simples (Peuple/Ancien Régime, Bourgeois/Prolétaires, ami/ennemi), les lignes de front de l'antagonisme politique deviennent plus instables dans des sociétés de plus en plus complexes. Ainsi, l'opposition de classe ne permettrait plus de diviser l'entière du corps social en deux camps clairement délimités. A la différence des « anciens », les « nouveaux mouvements sociaux » auraient ainsi en commun le souci de se distinguer de la classe ouvrière et de contester les nouvelles formes de subordination et de marchandisation de la vie sociale. Il en résulterait une multiplicité d'exigences autonomes et la création de nouvelles identités à fort contenu culturel, la revendication d'autonomie s'identifiant alors à la liberté.

Ce nouvel « imaginaire démocratique » serait porteur d'un nouvel égalitarisme, préoccupant aux yeux des néo-conservateurs. Pour Laclau et Mouffe, renoncer au mythe du sujet unitaire rend au contraire possible la reconnaissance d'antagonismes spécifiques. Ce renoncement permet de concevoir un pluralisme radical permettant de mettre à jour de nouveaux antagonismes, de nouveaux droits, et une pluralité de résistances : « Le féminisme ou l'écologie par exemple existent sous de multiples formes, qui dépendent de la manière dont l'antagonisme est discursivement construit. Nous aurions ainsi un féminisme qui s'en prend aux hommes en tant que tels ; un féminisme de la différence qui cherche à revaloriser la féminité ; et un féminisme marxiste pour lequel le capitalisme reste l'ennemi principal, indissolublement lié au patriarcat. Il y aurait par conséquent une pluralité de formulation des antagonismes fondés sur les différents aspects de la domination des femmes. De même, l'écologie peut être anticapitaliste, anti-productiviste, autoritaire ou libertaire, socialiste ou réactionnaire, et ainsi de suite. Par conséquent, les modes d'articulation d'un antagonisme, loin d'être prédéterminés, résultent d'une lutte pour l'hégémonie. » [13] Derrière ce pluralisme tolérant se profile le spectre d'un polythéisme de valeurs soustraites à toute épreuve d'universalité. La guerre des dieux n'est plus très loin.

Au lieu de combiner les antagonismes à l'œuvre dans le champ des rapports sociaux, Laclau et Mouffe misent sur une simple « expansion démocratique », où les rapports de propriété et d'exploitation ne seraient plus qu'une image parmi d'autres du grand kaléidoscope social. La « tâche de la gauche » ne serait plus alors de combattre l'idéologie libéral-démocratique, mais de s'en

emparer pour « l'approfondir et l'élargir en direction d'une démocratie pluraliste radicale. » Les différents antagonismes exacerbés par la crise sociale et morale renvoient pourtant à la malmesure du monde, aux désordres de la marchandisation généralisée, aux dérèglements de la loi de la valeur, qui, sous prétexte de rationalisations partielles, génèrent une irrationalité croissante. Quel est le grand facteur de convergence et des mouvements rassemblés dans les Forums sociaux ou les mouvements anti-guerre, si ce n'est le capital lui-même.

Laclau et Mouffe finissent logiquement par critiquer le concept même de révolution, qui impliquerait nécessairement à leurs yeux la concentration du pouvoir en vue d'une réorganisation rationnelle de la société. La notion de révolution serait par nature, incompatible avec la pluralité. Welcome la pluralité ! Exit la révolution ! Qu'est-ce qui permet alors de choisir entre les différents discours féministes, ou entre les multiples discours écologistes ? Comment les départager pour les rendre « articulables ? Et articulables à quoi ? Comment éviter que la pluralité ne s'effondre sur elle-même dans un magma informe ?

Le projet de démocratie radicale se limite en définitive, pour Laclau et Mouffe, à célébrer la pluralité du social. Ils doivent renoncer pour cela à un espace unique de la politique au profit d'une multiplicité d'espaces et de sujets. Comment éviter alors que ces espaces coexistent sans communiquer, et que ces sujets cohabitent dans l'indifférence réciproque et le calcul d'intérêt égoïste ? Suivant une « logique de l'hégémonie », dans l'articulation entre anti-racisme, anti-sexisme, anti-capitalisme, les différents fronts sont censés s'épauler et se renforcer les uns les autres, pour construire une hégémonie. Cette logique menacerait cependant les espaces autonomes de venir s'écraser dans un combat unique et indivisible. Une « logique d'autonomie » (ou de différence) permettrait au contraire à chaque lutte de maintenir sa spécificité, mais c'est au prix d'une nouvelle fermeture entre différents espaces qui tendent à se fermer les uns aux autres. Mais sans convergences entre divers rapports sociaux, l'autonomie absolue ne serait plus qu'une juxtaposition corporatiste de différences identitaires.

Pris dans un sens stratégique, le concept d'hégémonie est irréductible à un inventaire ou une à une somme d'antagonismes sociaux équivalents. Chez Gramsci, il est un principe de rassemblement des forces autour dans la lutte de classe. L'articulation des contradictions autour des rapports de classe n'implique pas pour autant leur classement hiérarchique en contradictions principales et secondaires, pas plus que la subordination de mouvements sociaux autonomes (féministes, écologistes, culturels) à la centralité prolétarienne. Ainsi, les revendications spécifiques des communautés indigènes d'Amérique latine sont doublement légitimes. Historiquement, elles ont été dépouillées de leurs terres, opprimées culturellement, dépossédées de leur langue. Victimes du rouleau compresseur de la mondialisation marchande et de l'uniformisation culturelle, elles se révoltent aujourd'hui contre les dégâts écologiques, contre le pillage de leurs biens communs, pour la défense de leurs traditions. Les résistances religieuses ou ethniques aux brutalités de la mondialisation présentent la même ambiguïté que les révoltes romantiques du XX^e siècle, tiraillées entre une critique révolutionnaire de la modernité, et une critique réactionnaire nostalgique des temps anciens. Le partage entre ces deux critiques est déterminé par leur rapport aux contradictions sociales inhérentes aux rapports antagoniques entre le capital et le travail. Cela ne signifie pas la subordination des différents mouvements sociaux autonomes à un mouvement ouvrier lui-même en reconstruction permanente, mais la construction de convergences dont le capital lui-même est le principe actif, le grand sujet unificateur.

Le concept d'hégémonie est particulièrement utile aujourd'hui pour penser l'unité dans la pluralité de mouvement sociaux. Il devient problématique en revanche lorsqu'il s'agit de définir les espaces et les formes de pouvoir qu'il est censé aider à conquérir.

Notes

- [1] Perry Anderson, *Sur Gramsci*, Paris, 1978, Petite collection Maspero.
- [2] K. Marx, *Le dix-huit Brumaire*, Paris, Folio Gallimard, 2002, p. 308.
- [3] *Le Monde*, 16 mai 2003.
- [4] A. Gramsci, *Cahiers de prison* n°13, Paris, Gallimard, 1978, p. 358.
- [5] A. Gramsci, *Cahiers de prison*, n°7, Paris, Gallimard, 1983, p. 183.
- [6] L'idée d'une « réforme intellectuelle et morale » est reprise de Renan et de Péguy, dont la pensée a pu trouver écho en Italie par l'intermédiaire de Sorel.
- [7] Voir Etienne Balibar, *Sur la dictature du prolétariat*, Paris, Maspero, 1976 ; Louis Althusser et Etienne Balibar, *Ce qui ne peut plus durer dans le Parti communiste*, Paris, Maspero, ; Ernest Mandel, *Critique de l'eurocommunisme, op. cit.*, et *Réponse à Louis Althusser et Jean Ellenstein*, Paris, La Brèche, 1979.
- [8] Butler, Laclau, Zizek, *op. cit.*, p. 297/298 et 319/320.
- [9] L. Trotski, *La révolution trahie*, Paris, Minuit, 1963, p. 177.
- [10] A. Gramsci, *Cahiers de Prison*, 6, Paris, Gallimard
- [11] E. Laclau et C. Mouffe, *Hegemony and socialist Strategy, op. cit.*, p. 55. Voir Daniel Bensaïd, « La politique comme art stratégique », in *Un Monde à changer*, Paris, Textuel, 2003.
- [12] Walter Benjamin, *Paris capitale du XIXè siècle*, Paris, Cerf, 1989, pp 405-408
- [13] *Ibid.*, p. 168.